

° Enfin, tant les consommateurs que les entreprises se montrent plus confiants que jamais.

L'Accord de libre-échange est un élément vital du programme économique mis en place par le gouvernement pour préparer le Canada à entrer dans le 21^e siècle.

En bref, nous avons convenu:

° d'éliminer progressivement tous les tarifs douaniers entre le Canada et les États-Unis d'ici 1998; ce processus doit s'engager dans dix mois à peine, le 1^{er} janvier 1989;

° d'établir des règles innovatrices pour le commerce des services, qui est à la fois le secteur le plus dynamique du commerce mondial et la principale source de nouveaux emplois;

° d'accorder un accès garanti et un traitement non discriminatoire à nos investisseurs respectifs; cela prend d'autant plus d'importance pour le Canada que, à la fin de 1986, nos investissements directs aux États-Unis se chiffraient à 39,9 milliards \$ et nos investissements en valeurs de portefeuille, à environ 14,3 milliards \$;

° de renforcer l'industrie automobile de part et d'autre de la frontière, en réaffirmant notre engagement envers le Pacte de l'automobile et en élargissant son application; et

° d'établir des moyens efficaces de régler les différends, ce qui comprend la mise en place d'un mécanisme binational pour le règlement obligatoire des différends concernant l'application des lois sur les droits compensateurs et antidumping.

Qu'est-ce que l'Accord représente pour l'Ontario?

Voyons d'abord quelques chiffres:

° Plus de 30 % des biens produits par l'Ontario sont exportés, ce qui équivaut à peu près à la moyenne nationale.

° En 1986, les exportations de l'Ontario se sont chiffrées à 56,2 milliards \$, ce qui représente plus de 6 000 \$ pour chaque homme, femme et enfant de la province.

° Aucune province n'est plus tributaire de marché américain que l'Ontario; celle-ci réalise 90 % de ses ventes aux États-Unis et y effectue 83 % de ses achats, ce qui est plus élevé que la moyenne nationale. En effet, en 1986, les États-Unis ont compté pour 77,3 % du total de nos exportations et pour 68,6 % de l'ensemble de nos importations.